



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 5 décembre 1968,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 9 de l'ordre du jour:

Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international (suite)

1

Président: M. Manuel PÉREZ GUERRERO
(Venezuela).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international (suite) (E/4593 et Add.1, E/4594 et Add.1, E/4596)

1. M. ROUAMBA (Haute-Volta) rappelle que les ministres et les hauts fonctionnaires du Comité d'aide au développement de l'OCDE, qui se sont réunis à Paris un mois environ auparavant, ont constaté et reconnu qu'une stratégie efficace du développement restait à définir. Il semble que cette stratégie efficace fasse défaut principalement parce que fait défaut la volonté politique de mobiliser les moyens financiers nécessaires à une action vigoureuse.

2. Or, dans le discours qu'il a prononcé le 30 septembre 1968 devant le Conseil des gouverneurs de la Banque internationale et qui a été communiqué au Conseil sous la cote E/4593/Add.1, le Président de la Banque, après avoir tiré la sonnette d'alarme sur le manque de croissance du revenu annuel par habitant des pays du tiers monde, a expliqué pourquoi une telle situation réclamait un effort plus massif de la part des pays les plus riches. Selon lui, cette action est nettement à leur portée sur le plan financier. Plus loin, il ajoute qu'il est tout aussi clair que la volonté politique de favoriser le développement s'est affaiblie et demande désespérément à être renforcée. Mais il répond à la question de savoir ce qu'on peut faire, et il indique que la Banque peut agir et qu'elle agira. Cette réponse est claire et extrêmement encourageante. C'est pourquoi la délégation voltaïque a estimé indispensable d'en faire la clef de voûte de son intervention.

3. Parlant de la croissance du revenu national par catégorie de bénéficiaires dans les pays d'Afrique et d'Asie du Sud, le Président de la Banque note qu'elle est concentrée dans les zones industrielles, tandis que le paysan demeure condamné à sa misère, subsistant à la limite extrême de la survie. En effet, l'originalité du rapport annuel de la Banque et de l'Association internationale de développement^{1/} réside

dans l'accent tout particulier mis sur l'agriculture et sur les problèmes que pose l'explosion démographique. Certains pays industrialisés font des efforts méritoires auxquels il convient de rendre hommage; d'autres s'étonnent ou s'inquiètent que les milliards de dollars qu'ils déversent chaque année sur ceux qui semblent condamnés à la misère n'aient pas jusqu'ici réussi à les en faire sortir. Cela s'explique parce que dans son montant et dans ses termes, tout comme dans son orientation et dans ses pratiques, l'aide n'a pas encore reçu cette impulsion vigoureuse et décisive que seule une volonté politique concertée pourrait lui donner. La délégation voltaïque voudrait exprimer sa satisfaction pour les éléments très encourageants contenus dans le discours programme du Président de la Banque internationale, en particulier lorsqu'il dit avoir toujours considéré la Banque comme une institution de développement. Lorsqu'on parle de développement, l'aide au tiers monde apparaît comme primordiale. La délégation voltaïque se félicite aussi de la constitution de la Commission Pearson. Cependant, elle déplore que cette commission ne comprenne aucun Africain.

4. Dans son discours du 30 septembre 1968, le Président de la Banque a dit que c'est en Afrique que devrait se produire l'expansion la plus considérable des activités de la Banque qui, au cours des cinq années à venir, devrait y multiplier par 3 la cadence de ses investissements. D'autre part, la décision du Président de recommander une distribution géographique plus ample des ressources de l'AID avec une concentration moindre en Asie favorisera, il faut espérer, les pays africains. Cependant, il faut déplorer le retard apporté à la reconstitution des ressources de l'AID. La délégation voltaïque lance un appel aux pays de la première partie (pays membres économiquement plus avancés) pour qu'ils acceptent de sortir l'AID de sa crise actuelle et elle va même jusqu'à suggérer qu'ils procèdent à des notifications volontaires de leurs contributions. A cet égard, elle félicite le Canada, le Danemark, l'Italie, la Norvège, la Suède et la Suisse.

5. Le Président de la Banque a encore indiqué que le secteur qui doit connaître la plus grande expansion dans le programme quinquennal de la Banque est l'agriculture. Cette décision est un des aspects les plus importants aux yeux de la délégation voltaïque, pays qui compte plus de 90 p. 100 de ruraux. Le chapitre consacré au développement de l'agriculture dans la deuxième partie du rapport de la Banque constitue une analyse courageuse du problème et fait état de perspectives d'avenir nettement encourageantes, bien qu'on y reconnaisse que la diversité et la complexité des éléments qui déterminent la croissance de l'agriculture suffisent à expliquer que le développement de ce secteur soit particulièrement malaisé. Les projets d'intensification des activités

^{1/} Banque internationale pour la reconstruction et le développement — Association internationale de développement, Rapport annuel 1968 (Washington [D. C.]); communiqué au Conseil par le Secrétaire général sous la cote E/4593.

de la Banque dans le domaine agricole et sa plus grande souplesse d'opération devraient lui permettre de contribuer plus efficacement à résoudre le problème plus général, mais aussi plus complexe, du développement rural, et non seulement de la production agricole. Après avoir constaté que près de deux tiers des habitants du monde en voie de développement vivent de la terre et que, pourtant, ces pays doivent importer annuellement pour 4 milliards de dollars de produits alimentaires en provenance des pays industrialisés, le Président de la Banque dit que dès l'année en cours la Banque a l'intention de traiter des prêts à l'agriculture pour une valeur double de celle de l'année précédente et que le volume des dépenses pour les prêts agricoles doit quadrupler au cours des cinq années à venir. Mais cette action, pour être pleinement rentable, ne doit pas négliger les problèmes connexes tels que l'éducation de base, le renforcement des activités d'assistance technique et les secteurs associés au développement agricole, tels que les transports.

6. La délégation voltaïque tient à exprimer sa satisfaction de voir s'assouplir certaines politiques dont les pays africains seront les bénéficiaires: il s'agit du financement des dépenses en monnaie locale et des critères exigés pour le financement des banques nationales de développement. En ce qui concerne ce dernier point, elle croit savoir que le Conseil des gouverneurs de la Banque a accepté la recommandation de son président de retenir comme critères essentiels dans les décisions touchant les prêts ceux qui reposent sur la capacité de l'institution à contribuer efficacement au développement économique, c'est-à-dire la qualité de sa gestion, sa politique et ses procédures d'opération. Le fait qu'une institution est contrôlée par l'Etat ne sera plus en soi un obstacle à son financement, comme il l'était dans le passé. Voilà qui montre de la part du Président de la Banque une souplesse croissante et une volonté d'adapter les procédures aux besoins des différents membres. Cela devrait permettre d'envisager un plus grand nombre de petits projets dans les économies où l'échelle des marchés est réduite. Les recommandations faites par le Président de la Banque sur l'aide-programme sont un autre exemple de son désir d'explorer toutes les formes possibles de financement.

7. Il convient de souligner la vision nouvelle qu'ont les institutions de Bretton Woods des problèmes fondamentaux du développement; c'est une telle attitude d'esprit qui pousse les responsables de ces institutions à explorer de nouveaux horizons, à vouloir adapter leurs politiques et leurs procédures aux exigences nouvelles du développement. Ces perspectives sont encourageantes. Cependant, pour la Haute-Volta, la politique démographique appelle certaines réserves. Si, fondamentalement, la Haute-Volta est d'accord avec le Président de la Banque pour reconnaître qu'il faut élaborer une stratégie et trouver des solutions au problème de la croissance démographique, elle tient à faire état de nuances. Tout d'abord, ce pays n'est pas dans le camp de ceux qui voient une explosion démographique partout, au point de la rendre responsable de tous les maux de l'humanité sous-développée. C'est dans le domaine de la course aux armements qu'il y a explosion.

Ensuite, la Haute-Volta n'est pas certaine que la relation de cause à effet qui existe entre les deux termes de l'équation croissance démographique-développement économique rende celui-là responsable de la paralysie de celui-ci. Si l'on en croit certaines études, dans les pays jeunes, la croissance démographique apparaîtrait plutôt comme la cause, et non le frein, de l'expansion économique. Aider les pays en voie de développement à accélérer leur développement suppose aussi qu'on les aide à évaluer correctement et à sauvegarder leur capital humain avant de leur proposer des programmes de limitation des naissances. Le problème, si problème il y a, réside dans le fait que le taux de natalité reste constant; seul le taux de mortalité baisse grâce aux progrès de la médecine et de l'éducation. Enfin, on voit mal comment, dans un certain contexte social et religieux, une politique de régulation des naissances pourrait être définie et, à plus forte raison, appliquée. Trop de préalables devraient être levés, dont celui de l'alphabétisation et de l'éducation. Ce préalable revêt une telle importance que la Banque a l'intention, dans les cinq prochaines années, de multiplier par 3 ses interventions dans les programmes de développement de l'éducation. D'autre part, les expériences de limitation des naissances ne sont pas si concluantes qu'il faille les multiplier. La science permet de réaliser actuellement de grands progrès dans le domaine de l'exploitation des ressources alimentaires et dans celui des techniques agricoles. Dans ces conditions, et pour certains pays, ne faudrait-il pas plutôt considérer l'expansion démographique comme un signe de vitalité et s'inquiéter de son contraire? Ne devrait-on pas plutôt chercher à faire correspondre l'explosion de la volonté politique à l'explosion démographique et ne pas justifier le manque de celle-là par l'importance de celle-ci? Une certaine conjuration tente de lier le processus de développement à la croissance démographique. Ne risque-t-on pas, à la limite, d'apporter une prime à l'aide qui serait dispensée uniquement aux pays qui ont accepté de mettre au point un programme de limitation des naissances? La délégation voltaïque espère recevoir des apaisements à ce sujet.

8. Enfin, la réorganisation des services du Groupe de la Banque internationale, pour répondre à cette explosion des activités, peut être révélatrice de la manifestation de la volonté politique des pays riches d'aider les pays pauvres: les départements se décentralisent sans que leurs activités soient réduites; on porte une attention particulière au problème du recrutement du personnel dans le sens d'une représentation géographique équitable et d'une recherche des compétences; enfin, la langue française reprend ses droits.

9. La délégation voltaïque a centré son intervention sur le rapport de la Banque internationale et de l'AID, parce que celui du Fonds monétaire international^{2/} ne lui a posé aucun problème susceptible d'être débattu avec profit au Conseil: sa haute technicité lui a paru mériter un meilleur sort.

^{2/} Fonds monétaire international, Rapport annuel 1968 (Washington [D. C.]); communiqué au Conseil par le Secrétaire général sous la cote E/4596.

10. On ne cesse de répéter que l'aide au développement économique a de plus en plus tendance à devenir plurilatérale quant à son origine et régionale quant à sa destination. Les institutions de Bretton Woods justifient, par leur existence, leur rôle de canalisateurs de cette aide, à condition de réunir les fonds nécessaires. M. Rouamba lance un pressant appel pour que sur l'aide bilatérale vienne se greffer cette forme d'aide multilatérale dont le Groupe de la Banque internationale et le Fonds monétaire international sont l'expression et la garantie les plus sûres et les plus efficaces.

11. M. VARELA (Panama) tient à exprimer sa satisfaction pour la présence du Vice-Président de la Banque internationale et du Directeur général du Fonds monétaire international, dont les déclarations (1571ème séance) ont été des plus intéressantes. Sa délégation tient aussi à exprimer la satisfaction que lui cause l'attitude dynamique adoptée par la Banque en faveur de l'agriculture. Dans les pays en voie de développement, le développement humain ne saurait exister sans le développement agricole, car c'est dans les régions rurales qu'habitent les deux tiers de la population mondiale. Aussi l'intérêt que porte la Banque à l'assistance dans le domaine agricole est-il très judicieux.

12. L'aide à l'agriculture exige une assistance financière aux agriculteurs pour leur permettre d'acheter des engrais, des insecticides, du matériel agricole, irriguer leurs terres et créer et entretenir chez eux des motivations économiques profondes. Tout cela constitue les éléments positifs de ce que doit être une véritable réforme agraire, qu'il ne faut pas confondre avec une simple redistribution des terres.

13. Dans son intervention à la séance précédente, le Vice-Président de la Banque a traité des motivations économiques. La délégation panaméenne espère que la Banque inclut notamment la nécessité de stabiliser les prix des produits agricoles. En effet, le développement de l'agriculture est impossible tant que l'agriculteur n'a pas l'assurance d'obtenir des prix rémunérateurs pour ses produits. Sinon, ce seraient les intermédiaires qui profiteraient des déséquilibres saisonniers entre l'offre et la demande de ces produits.

14. La délégation panaméenne se félicite de ce que la Banque se propose de doubler le montant de ses prêts à l'agriculture en Amérique latine pendant l'exercice en cours. Cependant, elle estime que la Banque serait bien avisée d'avoir présente à l'esprit la nécessité de financer également des installations de stockage et de conservation de produits agricoles, qui auraient sans aucun doute pour effet de faciliter les politiques de soutien des cours des produits agricoles. A cet égard, M. Varela tient à rappeler que le premier prêt que la Banque a accordé à son pays était destiné à la mise en place d'une chaîne de silos, qui a aidé le Gouvernement panaméen à limiter les pertes de produits agricoles et à en soutenir les cours.

15. M. Varela estime cependant paradoxal que, malgré l'intérêt qu'elle porte à l'agriculture, la Banque envisage de continuer à accorder ces prêts agricoles au taux de 6, 5 p. 100 l'an. Les petits agriculteurs

n'ont généralement besoin que de crédits de faible importance et les intérêts annuels perçus sur ces prêts sont infimes. Cependant, les organismes nationaux répartiteurs doivent engager des dépenses considérables pour la formulation d'un plan d'investissement, pour les formalités d'octroi des crédits et pour la mise en recouvrement des sommes prêtées. Si la Banque ne peut accorder des prêts à un taux inférieur à 6, 5 p. 100, à quel taux les organismes nationaux devront-ils prêter ces sommes aux petits agriculteurs si l'on ne veut pas en rendre la charge insupportable aux uns et aux autres? La seule solution à ce problème, c'est d'avoir recours aux ressources de l'Association internationale de développement (AID), qui sont pratiquement épuisées. Cependant, M. Varela tient à rendre hommage au Canada, au Danemark, à la France, à l'Italie, la Norvège, et à la Suisse, qui ont annoncé leur intention d'augmenter leur contribution à l'AID. Il se dit d'autre part persuadé que les Etats-Unis, qui ont toujours contribué largement aux institutions financières internationales, tiendront à apporter une contribution significative à l'AID.

16. Dans son intervention, le Vice-Président de la Banque a énoncé, au sujet du service de la dette extérieure des pays en voie de développement, des considérations souvent exprimées tant au Conseil qu'à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, mais il n'a donné aucune indication quant aux mesures que la Banque entend adopter au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement pour modifier les modalités et les conditions des prêts déjà octroyés. M. Varela espère que la Banque jugera bon de procéder à une révision de ces conditions et modalités.

17. En ce qui concerne le rapport du Fonds monétaire international^{2/}, la délégation panaméenne constate avec satisfaction que le Fonds a été très actif et que sa coopération a été très utile pour éviter une grave crise monétaire internationale qui eût affecté gravement de nombreux pays, dont le Panama. La délégation panaméenne se félicite d'autre part de la politique suivie par le Fonds en ce qui concerne les crédits stand-by qui ont pour effet d'accélérer le développement économique des pays en voie de développement. Le Panama a bénéficié de ces arrangements et espère que, le cas échéant, le Fonds continuera de lui apporter sa coopération à cet égard.

18. Le Directeur général du Fonds a parlé des résultats peu satisfaisants de la Décennie du développement en cours et il a dit que les pays en voie de développement s'étaient rendu compte de la nécessité d'adopter des politiques pragmatiques pour établir des priorités économiques et fiscales appropriées. Ces pays s'efforcent de mobiliser toutes leurs ressources financières et humaines en faveur du développement économique et social, mais ces efforts exigent une aide extérieure plus poussée, sinon ils s'essouffleront à mi-chemin.

19. Pour terminer, M. Varela espère que le Directeur général du Fonds est convaincu de cette nécessité et que, grâce à son pouvoir de persuasion, il contribuera à créer dans les pays développés la volonté politique d'aider les pays en voie de développement.

20. M. BRADLEY (Argentine) estime que les rapports du Groupe de la Banque internationale et du Fonds monétaire international sont des ouvrages de référence qu'on ne saurait prétendre analyser en profondeur, mais qui guideront les délibérations d'un grand nombre d'organes des Nations Unies au cours de l'année à venir. En septembre, devant le Conseil des gouverneurs de la Banque, le Ministre des affaires économiques d'Argentine a fait une déclaration très complète qu'il serait inutile de reprendre en détail.

21. A la séance précédente, le Vice-Président de la Banque a très bien indiqué les domaines où la Banque entend concentrer ses efforts pour favoriser la croissance des pays en voie de développement. La Banque a l'intention de favoriser le secteur agricole et, par là même, contribuer à améliorer la production alimentaire, quantitativement et qualitativement. Entant que pays essentiellement d'élevage, l'Argentine ne peut qu'approuver ces activités. En effet, jusqu'à présent, la Banque a eu en matière agricole des activités assez limitées. Pour l'avenir, elle devrait se voir confier un rôle important dans le financement de certains aspects de l'aide alimentaire mondiale multilatérale.

22. Le secteur industriel est extrêmement important. Le développement agricole à lui seul ne peut suffire, mais l'industrialisation sans l'agriculture est inconcevable. Il doit donc y avoir complémentarité des deux secteurs. D'autre part, la délégation argentine ne peut qu'approuver l'intention de la Banque de se consacrer davantage à la formation technique afin de rendre l'homme plus productif en mettant à sa portée les dernières découvertes de la science et de la technique modernes.

23. Dans les projets de la Banque, M. Bradley décèle cependant un élément négatif, à savoir la planification démographique sur laquelle son pays ne peut marquer son accord. En effet, la Banque est une institution vouée au développement. Il est d'autre part clairement démontré que la baisse de la natalité ne conduit pas au développement. C'est plutôt l'inverse qui est vrai. Aussi la Banque ne doit-elle pas renverser les termes de l'équation. Ce serait s'atteler à une tâche expérimentale dont le sujet serait l'homme lui-même. Ces préoccupations sont d'ailleurs partagées par bien d'autres pays et elles s'inspirent de considérations d'ordres divers.

24. Pour le reste, M. Bradley n'a qu'à se féliciter des activités prévues par la Banque pour les années à venir. Le fait que le Président en exercice du Conseil des gouverneurs de la Banque est le Ministre des affaires économiques d'Argentine lui inspire une satisfaction toute particulière. La Banque devra jouer un grand rôle dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle semble en avoir pris conscience en décidant de créer la Commission Pearson, ce qui augure bien de l'avenir.

25. La délégation argentine se félicite particulièrement du rôle qu'a joué le Fonds monétaire international dans la solution des crises qui ont récemment menacé la stabilité du système monétaire international. L'Argentine, quant à elle, participe activement aux activités du Fonds, qui a reconnu

sa stabilité monétaire et sa solvabilité en l'admettant au bénéfice des dispositions de l'article VIII des Statuts. Depuis lors, le Fonds a déjà utilisé plus de 80 millions de dollars en monnaie argentine pour des transferts à d'autres Etats membres. De débiteuse, l'Argentine est devenue créditrice d'un montant à peu près égal au montant précité. Le Fonds lui a, par ailleurs, accordé un crédit stand-by qu'elle n'a pas eu à utiliser jusqu'ici.

26. M. HOVEYDA (Iran) regrette que l'absence de M. McNamara ne permette pas d'apprécier directement les éminentes qualités qui apparaissent à la lecture du discours qu'il a prononcé devant le Conseil de gouverneurs de la Banque en septembre 1968. Les exposés faits devant le Conseil et les rapports distribués constituent des documents remarquables par leur importance et leur qualité et il est regrettable que le Conseil dispose d'aussi peu de temps pour les examiner. Comme l'avait remarqué le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à l'ouverture de la discussion générale, il est très important, à côté des renseignements concernant les pays en voie de développement, d'avoir aussi des renseignements sur les pays développés. Les rapports fournissent à cet égard un tableau très complet. Le discours du Président de la Banque est empreint d'un optimisme réaliste: il ne cache pas les côtés sombres du tableau et accepte le défi. En ce qui concerne la Banque, on ne peut que se réjouir des suggestions faites, en ce qui concerne le doublement du volume des prêts, leur meilleure répartition géographique et entre secteurs économiques, l'intérêt nouveau attaché à l'éducation et à la formation, ainsi qu'au secteur agricole. Cependant, même en doublant le montant des prêts dans le secteur industriel, il reste encore beaucoup à faire. M. Hoveyda est heureux de constater que la coopération entre organismes de Bretton Woods et organismes des Nations Unies s'amplifie, que la Commission Pearson est constituée et commence à fonctionner. Il faut également être reconnaissant aux pays qui ont accepté d'ores et déjà d'augmenter leur contribution pour reconstituer les ressources de l'AID.

27. En ce qui concerne les problèmes de la population, il n'est pas possible de partager les points de vue exprimés par les représentants de l'Argentine et de la Haute-Volta. L'explosion démographique ne s'oppose pas au développement, mais il faut tenir compte de certains faits illustrés par cette explosion démographique. Dans chaque rapport consacré à la situation sociale dans le monde, on s'aperçoit que la population mondiale va en s'accroissant rapidement. Ce n'est pas l'augmentation elle-même qui est inquiétante mais le fait que, vers 1985-1990, les trois quarts de la population mondiale se trouveront dans les pays en voie de développement et plus de la moitié de la population de ces pays aura moins de 15 ans. Même si l'évolution n'est pas inquiétante en Iran, où l'on ne cherche pas à limiter l'accroissement démographique, il est à redouter que l'importance considérable que prendra le groupe d'âge des moins de 15 ans, qui représente des non-producteurs à la charge du reste de la société, n'exerce un effet de frein sur le développement économique. Il semble que, dans ce domaine, on ait affaire

surtout à une querelle de mots. Il n'y a rien dans les idées exprimées par M. McNamara, lors de son discours du 30 septembre 1968, qui aille à l'encontre des idées économiques ou philosophiques mentionnées au cours de ce débat. L'Iran se contente pour le moment d'une campagne d'information, mais reconnaît qu'il existe un réel problème. Ce problème de la population n'est d'ailleurs pas le seul à constituer un frein au développement de l'humanité; il en est de même du problème de la conservation du milieu. Tout en soutenant l'action de la Banque et en approuvant son programme quinquennal, il est permis d'exprimer des réserves quant à la longueur des délais préliminaires à l'exécution des projets de la Banque. Cette lenteur porte atteinte à l'enthousiasme initial des intéressés, qui se préoccupent ensuite beaucoup moins de la mise en marche des projets.

28. En ce qui concerne le Fonds monétaire international, la crise monétaire est préoccupante, mais il est permis d'espérer que la coopération internationale aura raison des tensions existantes. Il convient de prendre acte de ce qui a été dit au sujet des droits de tirage spéciaux. Deux questions apparaissent importantes: la stabilisation des prix des produits de base et la coopération entre la Banque et le Fonds. A la 1571ème séance, le Directeur général du Fonds a insisté sur la nécessité de coordonner les budgets et les plans de développement. Ce point apparaît important pour l'Iran, où le Bureau du budget a été transféré au Service du plan avec des résultats remarquables. Enfin, il est encourageant de constater que les organismes financiers tiennent de plus en plus compte des problèmes du développement dans leur ensemble et non plus simplement de secteurs spécialisés. Les organismes de Bretton Woods commencent à avoir une vue planétaire des choses et il est à espérer qu'on laissera de côté les divisions pour ne plus retenir que ce qui unit.

29. M. CUHRUK (Turquie) dit qu'il a écouté avec attention la déclaration du Directeur général du Fonds monétaire international, notamment lorsqu'il a parlé des droits de tirage spéciaux et de leur importance pour les pays en voie de développement. En ce qui concerne la Banque internationale, son nouveau président, M. McNamara, jouit d'une haute estime en Turquie où l'on connaît bien sa compétence. Sous sa direction, le groupe de la Banque devrait connaître une nouvelle ère d'expansion. Au cours du débat sur le financement extérieur du développement qui s'est tenu devant la Deuxième Commission, on a beaucoup parlé de la détérioration générale du climat de l'aide internationale. On ne peut donc que se féliciter d'apprendre qu'au cours des cinq années à venir la Banque prêterait deux fois plus qu'elle ne l'a fait au cours des cinq dernières. Cela est d'autant plus heureux qu'il n'y a pas eu d'augmentation marquée des prêts de la Banque au cours des 10 dernières années. D'autre part, la Banque diversifiera ses activités dans de nouveaux secteurs tels que l'éducation, l'agriculture, le tourisme et la planification de la famille. Grâce au renforcement du personnel de la Banque et à la simplification de ses procédures, on peut espérer que les demandes de prêts seront examinées plus rapidement. Les avantages résultant d'une souplesse accrue ne pourront que bénéficier aux pays en voie de développement. La Banque a

décidé de modifier l'ordre de ses priorités pour faire face à de nouvelles exigences et la mise en harmonie de ces priorités avec celles des gouvernements des Etats bénéficiaires déterminera le succès de ces efforts. La Banque joue un rôle important lorsqu'elle apporte ses conseils aux pays qui en ont besoin, et elle en est consciente.

30. Le Gouvernement turc s'inquiète de l'augmentation constante du taux de prêts de la Banque, qui reflète la situation tendue régnant sur les marchés de capitaux. Le taux d'intérêt a enregistré deux hausses pendant l'année en cours et a atteint 6,5 p. 100. Il apparaît urgent de reconstituer les ressources de l'AID et de faciliter l'accès à cette institution des pays qui connaissent des problèmes sérieux de service de la dette. Cet accès devrait être également facilité pour permettre l'exécution de projets dans des zones à faible revenu, même si le revenu du pays considéré est relativement plus élevé. Il faut approuver l'effort d'association et d'intégration des activités de la Banque avec celles des organismes des Nations Unies. Cela permettra de mieux remplir les objectifs de la deuxième Décennie du développement. A ce sujet, il convient de citer les activités de la Banque en tant qu'organisation participante et chargée de l'exécution pour les projets du PNUD, les études qu'elle effectue à la demande de la CNUCED et l'aide qu'elle apporte aux Etats Membres pour leur permettre de formuler leur politique de développement ainsi que l'activité de l'Institut de développement économique.

31. Les travaux de la Commission Pearson, composée de personnalités éminentes, permettront certainement de mieux comprendre les efforts déployés jusqu'ici, assurant ainsi une meilleure préparation de la deuxième Décennie du développement. En conclusion, M. Cuhruk désire rendre hommage à M. George Woods pour les services qu'il a rendus pendant de nombreuses années au groupe de la Banque internationale et à la cause du développement en général.

32. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il a été heureux de pouvoir entendre à la suite l'un de l'autre le Vice-Président de la Banque et le Directeur général du Fonds monétaire international présenter leurs rapports annuels (1571ème séance), ce qui lui a permis de noter que la Banque et le Fonds se renforcent mutuellement, particulièrement lorsqu'ils traitent de l'aide aux pays en voie de développement. Le groupe de la Banque a obtenu d'importants résultats au cours de l'année écoulée et il est remarquable, si l'on tient compte de toutes les difficultés rencontrées, qu'il ait pu consacrer un milliard de dollars à l'effort de développement. L'esprit dynamique qu'il manifeste pour l'avenir est encore plus remarquable. Le resserrement des liens entre la Banque et les organismes des Nations Unies ne peut que renforcer ces derniers. Les accords de coopération entre la Banque et le PNUD se révèlent utiles et le seront encore davantage à l'avenir. Le financement du développement assuré par la Banque est entièrement lié à un vaste ensemble de services d'assistance technique et les efforts qu'elle déploie dans le domaine de la recherche multilatérale, des conseils et de la coordination sont prometteurs.

33. Le Président de la Banque a décidé avec courage et sagesse de concentrer l'attention sur les problèmes de l'accroissement démographique, de l'alimentation et de l'enseignement. Il est à espérer que les plans préparés dans ce domaine seront accélérés. Les projets esquissés marquent une expansion considérable des activités de la Banque et les nouvelles politiques répondent mieux aux besoins actuels. Le retard apporté à la reconstitution des ressources de l'AID est regrettable. Il importe que l'on reconnaisse combien il est important de soutenir cette institution et il convient de rendre hommage aux pays qui ont fait le premier pas, évitant ainsi le pire. Bien que les versements en dollars aient diminué au cours de l'année écoulée, l'AID a réussi à accorder des crédits à un plus grand nombre de pays. Il convient d'autre part de souligner que tous les pays contributeurs font de plus en plus confiance à la SFI, ce qui se traduit par un record des engagements de cet organisme en 1968. La Banque et la SFI ont reconnu la nécessité de coordonner la mobilisation des diverses sources de financement et ont réussi à faire participer des capitaux privés au développement, par des emprunts et des participations. Les emprunts récents de la Banque montrent que des sources importantes de capitaux n'ont pas encore été mises à contribution. Il convient de poursuivre ces efforts pour mettre au point de nouvelles techniques de coopération multilatérale, pour élargir les sources de capitaux et perfectionner leur mode d'utilisation. On arrivera ainsi à mieux ajuster les ressources aux besoins.

34. Les nouveaux plans annoncés par le Président de la Banque sont impressionnants et l'étude entreprise sous la direction de M. Pearson peut être très utile pour la deuxième Décennie du développement. Cette étude utilise l'expérience du passé et, échappant aux prérogatives jalousement gardées de la bureaucratie, se révélera certainement enrichissante pour les plans de la deuxième Décennie. Le discours du Président de la Banque devant le Conseil des gouverneurs le 30 septembre 1968 et les observations présentées par M. Woods à la deuxième session de la CNUCED^{3/} sont empreints de sagesse, de réalisme et d'espoir dans l'avenir.

35. En ce qui concerne le Fonds monétaire international, il convient de saluer la réélection de son Directeur général, M. Schweitzer. Le système monétaire international a été soumis pendant l'année écoulée aux bouleversements les plus violents de ces 30 dernières années et le Fonds a particulièrement contribué à le stabiliser au cours de l'année écoulée. Le volume considérable d'accords de crédit stand-by nouveaux ou renouvelés a été particulièrement précieux, permettant à divers Etats membres de financer des déficits temporaires. Sans cette aide, les menaces considérables qui pesaient sur le système monétaire international auraient pu se révéler beaucoup plus graves et entraîner des conséquences nuisibles pour tous les Etats. Le rapport du Fonds accorde une grande importance à la création de

réserves, qui doivent permettre d'assurer l'équilibre international des paiements et la libéralisation des transactions courantes et des transactions en capital. Le Gouvernement des Etats-Unis attache un caractère prioritaire à la ratification par les pays industriels et les pays en voie de développement de l'amendement aux Statuts du Fonds qui prévoit la création de droits de tirage spéciaux^{4/}. Il serait souhaitable que cette ratification soit obtenue avant la fin de l'année en cours. Le Directeur général du Fonds a souligné l'importance que les droits de tirage spéciaux peuvent avoir pour les pays en voie de développement. Le nouveau système devrait leur permettre d'obtenir des réserves supplémentaires et favoriser, indirectement, le développement de leur activité économique. Les activités du Fonds renforcent ainsi d'autres programmes en cours dans les pays en voie de développement.

36. Un autre exemple remarquable de contribution au renforcement des organismes des Nations Unies est constitué par l'assistance technique, en accroissement constant, que le Fonds apporte aux Etats Membres par l'intermédiaire du Département des finances publiques, du Service des banques centrales et de l'Institut du FMI. Grâce à l'effort accru du Fonds dans le domaine de l'assistance technique, les liaisons qui existent entre programmation financière et planification du développement peuvent bénéficier des ressources et de la grande expérience du Fonds. L'expérience du Fonds permet d'équilibrer les demandes et les ressources et, en réduisant les tensions qui s'exercent sur les niveaux de prix et les balances de paiements, aide considérablement les pays en voie de développement. Ainsi que l'a fait remarquer le président Johnson le 30 septembre 1968, à l'ouverture de la réunion commune des Conseils de gouverneurs du Fonds et de la Banque, dans le monde actuel, postérieur à Bretton Woods, l'élargissement des décalages entre pays entraîne des restrictions pour chacun d'eux, alors que leur rapprochement permet d'assurer plus rapidement la prospérité de chacun. Le financement du développement international demande une réponse commune et le développement n'est pas la responsabilité de quelques pays mais d'un grand nombre d'entre eux. Les institutions créées à Bretton Woods et la coopération qui en a résulté ont permis d'obtenir un taux de croissance économique régulier qui est le plus élevé jamais atteint dans l'histoire. Le revenu total du monde entier est de 2,5 billions de dollars. En travaillant en commun dans les domaines de la monnaie, de l'économie et du développement, on peut espérer assurer une progression de 5 p. 100 du revenu mondial au cours de la décennie à venir. Pour cela il convient d'établir des relations constructives entre pays industriels, entre pays industriels et pays en voie de développement, entre pays en voie de développement et entre l'Est et l'Ouest.

37. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) note avec satisfaction que la Banque mondiale a décidé de doubler le montant de ses prêts, et de les réorienter géographiquement. Il importe certes d'augmenter

^{3/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I et Corr. I et Add. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), p. 224.

^{4/} Fonds monétaire international, Rapport annuel 1968 (Washington [D. C.]), appendice I; ce rapport a été communiqué au Conseil par le Secrétaire général sous la cote E/4596.

l'assistance à l'agriculture, comme le souligne l'introduction à la déclaration du Président de la Banque mais, de l'avis de la délégation vénézuélienne, les efforts doivent avant tout commencer dans le domaine des ressources humaines, à la fois génératrices et bénéficiaires du progrès.

38. D'autre part, il est naturellement important pour la majorité des pays en voie de développement d'augmenter leur productivité agricole, mais les efforts de développement doivent également porter sur le secteur industriel, afin d'élever la productivité simultanément dans ces deux domaines. Grâce notamment à l'aide fournie par la Banque, cela a pu être le cas pour le Venezuela.

39. Il est certain, comme on l'a fait observer, que le monde est désormais à même de révolutionner sa production alimentaire. Toutefois, il importe de s'assurer que les avantages qui en découlent sont répartis équitablement.

40. La délégation vénézuélienne se félicite de ce que le rapport de la Banque mette l'accent sur l'industrialisation grâce au financement des banques de développement. C'est là une initiative extrêmement heureuse qui contribuera à accroître les investissements. D'autre part, il est bon que la Banque ait décidé de coordonner ses activités dans ce domaine avec celles de l'ONUDI. Il est heureux également que le rapport souligne l'importance de l'éducation, facteur essentiel de développement. Le Venezuela, pour sa part, déploie de gros efforts dans ce domaine.

41. M. Figueredo Planchart note que le rapport de la Banque, ainsi que les exposés entendus à la séance précédente, mettent l'accent sur l'accroissement de la population, et le problème général posé par l'explosion démographique. La Banque, sans chercher à dicter des politiques démographiques, doit naturellement donner priorité à cette question et intervenir auprès des gouvernements pour qu'ils élaborent des stratégies permettant de stabiliser l'accroissement démographique. Toutefois, il ne faut pas oublier que ce sont les pays intéressés eux-mêmes qui sont les mieux placés pour résoudre ce genre de problème.

42. Concernant le Fonds monétaire international, M. Figueredo Planchart, après s'être félicité de la réélection de M. Schweitzer au poste de Directeur général, rappelle que le système monétaire international a été sérieusement ébranlé au cours des mois récents. Les efforts déployés ont conjuré la crise immédiate, mais les tensions se maintiennent et créent des incertitudes, en particulier en ce qui concerne le rôle futur de l'or. A cet égard, le Fonds pourrait utilement étudier des mesures collectives aptes à maintenir l'ordre sur les marchés de l'or, et visant notamment à éviter la spéculation sur le marché libre.

43. Concernant les amendements proposés aux Statuts du Fonds^{5/}, M. Figueredo Planchart, reprenant certaines observations formulées par le représentant de son pays au Fonds, souligne que la mise en application de ces amendements, en ce qui concerne la politique générale de l'utilisation des moyens du

Fonds, ne doit être en aucune façon restrictive. A cet égard, il note avec satisfaction que les décisions récentes du Conseil des gouverneurs tendent à la libéralisation de l'emploi des ressources du Fonds.

44. S'agissant des droits de tirage spéciaux, M. Figueredo Planchart est heureux que cette nouvelle facilité repose sur des principes fermement appuyés par les pays en voie de développement, tels que la participation universelle aux décisions à prendre en vue de créer de nouvelles liquidités internationales, l'absence de discrimination dans la distribution de ces liquidités, et le caractère inconditionnel de cette distribution. Ces droits de tirage spéciaux constitueront jusqu'à un certain point un mécanisme utile pour régulariser les liquidités mondiales, mais il est évident qu'ils ne sauraient suffire aux besoins en liquidités du système international. En fait, les avantages qui peuvent en découler dépendent de la souplesse de l'ajustement des balances des paiements. Or, il est inquiétant de constater la répartition inadéquate des responsabilités entre les pays excédentaires et les pays déficitaires dans ce domaine. Les pays disposant d'excédents devraient désormais assumer leurs responsabilités et adopter les mesures propres à rétablir et à maintenir l'équilibre de leurs balances des paiements. A ce propos, le représentant du Venezuela rappelle qu'à la récente réunion du Conseil des gouverneurs les pays d'Amérique latine et les Philippines ont proposé formellement que le Fonds entreprenne une étude sur les problèmes de cette nature. L'un des obstacles majeurs à l'ajustement des balances des paiements est constitué par les restrictions sur les mouvements de capitaux et de biens. Certains pays industrialisés imposent des restrictions à la liberté de mouvement des capitaux et des marchandises en provenance des pays en voie de développement, sans que cette attitude soit justifiée exclusivement par des difficultés de balance des paiements.

45. Il est inquiétant de constater une diminution du volume de l'aide extérieure fournie aux régions les moins développées, qui s'accompagne d'un alourdissement des conditions dont elle est assortie. D'autre part, les taux d'intérêt élevés pratiqués sur les grands marchés monétaires témoignent de la situation critique dans laquelle se trouve le système monétaire international.

46. Les restrictions imposées au commerce d'exportation des pays en voie de développement, qu'il s'agisse de leurs produits primaires, semi-manufacturés ou manufacturés, continuent de faire obstacle au développement de leur économie. La réticence évidente des pays développés, qui persistent à vouloir conserver tout un arsenal de mesures protectionnistes traditionnelles, est à cet égard fort inquiétante. Il est à souhaiter que la communauté internationale s'attachera énergiquement à rechercher les moyens permettant de résoudre tous ces problèmes et de créer des conditions meilleures qui permettent aux pays en voie de développement d'assurer à leurs populations un niveau de vie plus acceptable.

47. En conclusion, M. Figueredo Planchart se félicite de la coopération qui existe entre le Fonds et la CNUCED, et souhaite qu'elle aille en se renforçant.

^{5/} Ibid.

48. M. ALLEN (Royaume-Uni) est heureux que la présentation des rapports de la Banque et du Fonds monétaire international donne au Conseil économique et social l'occasion d'être mis au courant des travaux de ces deux institutions. En effet, le Siège de l'Organisation connaît parfois moins bien les activités qui s'effectuent à Washington que celles qui sont poursuivies à Genève ou au siège des institutions spécialisées, alors que, sur le plan du financement, l'action de la Banque et du Fonds en matière de développement est en fait beaucoup plus importante quantitativement que celle de tous les autres organismes des Nations Unies. Il est donc tout à fait opportun que, chaque année, les représentants de ces deux institutions puissent rendre compte au Conseil économique et social de leurs activités, et faire connaître, à cette occasion, leurs points de vue et leurs plans d'avenir. Les activités de la Banque et du Fonds, en faisant le lien avec le monde international des affaires, de la finance et de l'industrie, donnent aux travaux effectués dans le domaine économique par les organismes des Nations Unies un réalisme et une solidité qui, autrement, feraient défaut. Elles constituent en fait la "centrale" des efforts multilatéraux en matière de développement.

49. La délégation du Royaume-Uni approuve l'optique dans laquelle le Président de la Banque et le Directeur général du Fonds envisagent le fonctionnement de leurs institutions respectives, et elle se félicite de ce que ces dernières collaborent avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le PNUD, la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement, la FAO et l'UNESCO. Elle espère que cette coopération s'intensifiera avant et pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

50. Les rapports annuels de la Banque internationale, de l'AID^{6/} et de la SFI^{7/} témoignent du fait qu'ils ont fonctionné avec l'efficacité habituelle. La délégation du Royaume-Uni note avec satisfaction les plans tendant à augmenter les programmes de prêts en mobilisant des ressources sur les marchés de capitaux mondiaux. Cela permettra en effet d'utiliser à bon escient les excédents monétaires des pays à balance créditrice. Elle se félicite également de la décision prise par la Banque d'étendre ses politiques de prêts aux différents domaines mentionnés dans la déclaration de son président. Une plus grande souplesse de ses politiques de prêt permettra à la Banque de contribuer encore davantage au bien-être du monde en voie de développement. M. Allen note en outre avec satisfaction la création de la Commission Pearson, qui a pour tâche de faire la synthèse des efforts passés d'assistance et d'en tirer des leçons pour l'avenir.

51. Il est regrettable que la deuxième reconstitution des ressources de l'AID, négociée en mars, n'ait pas encore pris effet. Le Gouvernement du Royaume-Uni a ratifié la proposition de reconstitution et adopté la législation nécessaire pour y donner suite lors-

qu'elle entrera en vigueur. D'autre part, il étudie actuellement la possibilité de contribuer à une reconstitution provisoire des ressources.

52. En ce qui concerne le Fonds monétaire, l'année écoulée a été marquée par une activité exceptionnelle. Le système monétaire international a connu des changements décisifs et des réalisations constructives. La dévaluation de la livre, en novembre 1967, a naturellement été de portée majeure et immédiate pour le Gouvernement du Royaume-Uni, et, à cet égard, M. Allen tient à s'associer à l'hommage rendu dans le rapport annuel du Fonds à l'esprit de coopération internationale qui a permis à une décision, qui aurait pu amener le chaos monétaire, d'être mise en application dans l'ordre et le calme. A cette occasion, le Fonds monétaire a ainsi prouvé, une fois de plus, qu'il pouvait, dans la recherche de solutions rationnelles aux problèmes internationaux, faire oublier les divergences nationales.

53. L'année 1967-1968 a vu également la création d'une facilité qui, de l'avis de la délégation du Royaume-Uni, présente une importance décisive: les droits de tirage spéciaux. Les Etats Membres sont en train de ratifier ce plan, et les amendements nécessaires aux Statuts du Fonds devraient être acceptés à la fin de l'année en cours ou au début de la suivante. On a tendance à exagérer ou à minimiser l'importance de la création de cette nouvelle facilité. Il est certain qu'elle ne pourra constituer une panacée pour le système monétaire international, ni réduire à elle seule les déficits des pays à monnaie de réserve et rétablir l'équilibre des balances des paiements. Néanmoins, il s'agit là d'un projet de caractère universel, sujet à un contrôle international approprié, comme en témoigne la majorité requise de 85 p. 100 pour les décisions importantes. D'autre part, la valeur du nouvel instrument créé sera hors de question, étant donné que les participants sont tenus de fournir en échange des droits de tirage spéciaux de la monnaie effectivement convertible. La valeur sera fixée par rapport à l'or. Si modeste que puisse être le rôle de cette nouvelle facilité au début de son fonctionnement, elle n'en constitue pas moins une réalisation majeure. Pour la première fois, les nations du monde ont accepté de créer une monnaie internationale qui permettra de compléter les instruments de réserve existants. Bien que les allocations des droits de tirage spéciaux doivent être faites aux différents participants proportionnellement au montant de leur quote-part au Fonds, il n'en reste pas moins que ce nouveau mécanisme est d'une importance primordiale pour les pays en voie de développement. En effet, la stabilité du système monétaire international, que les droits de tirage spéciaux permettront de garantir, présente un intérêt égal pour tous les membres du Fonds. Certains ont suggéré qu'il serait bon d'établir un lien entre la création des droits de tirage spéciaux et l'assistance au développement. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que cette idée présente un certain mérite, mais qu'il importe avant tout de rendre opérante le plus tôt possible la facilité fondée sur les droits de tirage spéciaux.

54. M. Allen note avec satisfaction un fort accroissement du recours aux facilités de financement com-

^{6/} Voir note 1.

^{7/} Société financière internationale, Rapport annuel 1968 (Washington [D. C.]); communiqué au Conseil par le Secrétaire général sous la cote E/4594.

pensatoire depuis 1966. Alors qu'il n'y avait eu que trois tirages au cours des trois premières années et demie de l'existence de ces facilités, 12 pays y ont eu recours en 1967-1968.

55. Enfin, le Gouvernement du Royaume-Uni appuie l'étude entreprise par le Fonds, en collaboration avec la Banque, sur le problème de la stabilisation des prix des produits de base. Un rapport préliminaire a été présenté aux réunions annuelles de ces deux organismes à Washington, et ils devront avoir établi leurs rapports définitifs avant le 30 juin 1969. Il est à souhaiter que cette étude aboutisse à une solution satisfaisante de ce problème.

56. M. PARTHASARATHI (Inde) rend hommage à l'énergie, à l'idéalisme et au dynamisme dont M. McNamara fait preuve depuis qu'il est à la tête de la Banque et il se félicite de l'orientation qu'il donne à la stratégie d'ensemble de cette institution. Il remercie également M. Schweitzer de son remarquable exposé sur les activités du FMI, et exprime la conviction que sa réélection au poste de directeur général continuera d'assurer le succès de cet organisme.

57. Il est décevant de constater que les activités du Groupe de la Banque internationale ne se sont pas élargies en 1968. Le volume des prêts consentis a décliné par rapport à l'année précédente, en particulier dans le cas de l'AID, dont les engagements ne se sont élevés qu'à un peu plus de 100 millions de dollars, comparé à 350 millions en 1967. Cette situation résulte directement des retards apportés à la deuxième reconstitution des ressources de cet organisme, seule institution multilatérale dans le domaine du financement international du développement, et qu'il est urgent de remettre sur pied. A cet égard, la délégation indienne remercie le Canada, le Danemark, l'Italie, la Norvège et la Suède d'avoir sans plus attendre versé leurs contributions, et elle espère que d'autres pays suivront cet exemple.

58. D'autre part, la deuxième session de la CNUCED n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait fait naître dans les pays en voie de développement et n'a pas abouti aux résultats pratiques qu'on en attendait. Toutefois, les décisions qui y ont été prises fournissent une bonne base de travail dans un certain nombre de directions. A cet égard, il est satisfaisant que le Fonds et la Banque aient entrepris une étude du problème de la stabilisation des prix des produits de base.

59. A un moment où le volume de l'aide est nettement insuffisant et semble en fait progressivement décroître, il est encourageant de voir que le Groupe de la Banque semble déterminé à jouer un rôle de plus en plus important dans le domaine du développement international. Toutefois, parallèlement à l'adoption de mesures visant à accroître la disponibilité des ressources, il importe d'accroître l'efficacité des fonds déjà disponibles et d'adopter une attitude plus pragmatique. Les dirigeants du Groupe de la Banque, en particulier son Président, sont pour cela suffisamment dotés d'imagination.

60. A propos de l'importance que la Banque se propose d'accorder à l'agriculture, M. Parthasarathi fait observer que l'année écoulée a été marquée par

une augmentation spectaculaire de la production agricole en Inde. La production alimentaire en 1967-1968 a dépassé de 26 p. 100 celle de l'année précédente. Ce relèvement a été facilité par des conditions atmosphériques favorables, mais résulte principalement des efforts déployés par le gouvernement pour introduire les techniques les plus modernes et mettre à la disposition des agriculteurs les moyens de production nécessaires. La récolte 1968-1969 s'annonce bonne, et l'Inde espère parvenir à son autonomie pour les céréales en 1971. D'autre part, le secteur industriel, sérieusement affecté par deux années de sécheresse sans précédent, s'est redressé de façon remarquable au cours des mois récents, en particulier dans les industries fondées sur l'agriculture. Enfin, pendant les six premiers mois de l'exercice en cours, les exportations ont dépassé de près de 20 p. 100 celles de la période correspondante pour l'année précédente.

61. On peut prévoir que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement verra les efforts déployés par les pays en voie de développement pendant les années 1960 commencer à porter leurs fruits. Il est donc fort regrettable que le transfert de ressources des pays développés vers les pays en voie de développement connaisse des perspectives si incertaines. La communauté internationale doit faire preuve d'une volonté politique et s'efforcer d'améliorer le climat de la coopération économique internationale, qui s'est malheureusement beaucoup détérioré. A cet égard, la délégation indienne se félicite de la création de la Commission Pearson.

62. Le rapport annuel du Fonds monétaire indique que les opérations financières du Fonds se sont fortement développées au cours de l'année écoulée et que cette institution continue de fournir une assistance technique utile aux pays en voie de développement. D'autre part, lors des crises successives qui ont ébranlé le système monétaire international, le Fonds a permis de faire apparaître la suprématie des intérêts de la communauté des nations et l'importance de la coopération internationale.

63. La délégation indienne exprime l'espoir que l'amendement aux Statuts du Fonds qui permettrait la création des droits de tirage spéciaux^{8/} sera bientôt ratifié par les pays membres et que le plan prévu pourra être appliqué sans retard. Cette nouvelle facilité est en effet pleine de promesses et permettra d'améliorer le bien-être des pays en voie de développement. Ces derniers en retireront des avantages sur tous les plans. Tout d'abord, leurs avoirs en droits de tirage spéciaux compléteront leurs ressources et, d'autre part, ce plan influera favorablement sur l'assistance au développement, étant donné qu'il permettra d'améliorer la situation des liquidités internationales. Toutefois, afin de permettre aux pays en voie de développement de profiter au maximum de l'amélioration de la situation de l'aide extérieure résultant de ces droits de tirage spéciaux, il sera nécessaire d'établir un lien entre la création de ce mécanisme et la fourniture d'un financement au développement. La délégation indienne espère donc que le Fonds pourra examiner la possibilité d'utiliser une partie des nouvelles liquidités

^{8/} Voir note 4.

créées pour augmenter les ressources des institutions financières internationales.

64. M. KHANACHET (Koweït) dit que sa délégation se félicite de l'étude du problème de la stabilisation des prix des produits primaires que la Banque et le Fonds monétaire international sont en train de préparer. En effet, le plus grave problème auquel se heurtent les pays en voie de développement tient à ce qu'ils restent tributaires d'un petit nombre de produits primaires, dont les prix ont été instables ou sont tombés. Mais la stabilisation des prix des produits primaires n'est qu'une solution à court terme. Les pays en voie de développement doivent diversifier leur production pour être moins vulnérables aux fluctuations de la demande et pour accroître leurs exportations.

65. Le rapport de la Banque note les progrès de l'agriculture. Si l'industrialisation est la clef du progrès économique des pays en voie de développement, il est nécessaire de moderniser l'agriculture pour augmenter la production alimentaire. La délégation du Koweït se félicite aussi de la contribution que la Banque se propose d'apporter à l'éducation dans ses formes les plus propres à favoriser le développement économique et social.

66. Il est encourageant de noter que le Groupe de la Banque prêtera dans les cinq années à venir le double de ce qu'il a prêté dans les cinq dernières années. Une répartition géographique équitable devra être observée. Le gros des prêts devrait être consacré aux investissements dans l'infrastructure et notamment dans la production d'énergie et les transports. La Banque porte également un intérêt accru au tourisme, qui est une importante source de devises étrangères.

67. Le rapport blâme les pays développés des tarifs et contingentements dont ils frappent les importations des pays en voie de développement. Si la deuxième session de la CNUCED aboutit à un système de préférences générales non réciproques et non discriminatoires, on aura quelque raison d'être moins pessimiste sur l'avenir cet organisme.

68. Le Gouvernement du Koweït appuie les efforts déployés par la Banque pour mobiliser les fonds dont elle a besoin sur le marché des capitaux de ses membres. La première émission de la Banque sur le marché du Koweït s'est élevée à 42 millions de dollars. Le produit des obligations sera convertible et servira aux opérations de la Banque. Le Gouvernement du Koweït espère que d'autres occasions se présenteront d'étendre les opérations de la Banque au Koweït, en particulier, et dans la région, en général.

69. M. Khanachet tient à féliciter le Président de la Banque de la façon dont il a conduit les affaires de la Banque depuis sa récente entrée en fonctions et notamment de ses efforts pour formuler un programme de cinq ans. Depuis sa création, la Banque a apporté une précieuse assistance aux pays en voie de développement. La délégation du Koweït espère que cette assistance ne cessera de se développer et pense qu'une approche plus dynamique non seulement à l'échelon national, mais aussi à l'échelon régional, permettrait de mieux comprendre les problèmes des

pays en voie de développement dans le cadre de la région et de trouver des moyens plus efficaces pour les résoudre.

70. M. COX (Sierra Leone) a lu avec intérêt les rapports du Groupe de la Banque internationale et du Fonds monétaire international et a été très heureux d'en entendre les représentants. Il note avec satisfaction que la Banque entend intensifier ses efforts dans le domaine de l'assistance à ses Etats membres. En effet, aucun pays, en particulier aucun pays en voie de développement ne peut se développer sans assistance extérieure. Le Sierra Leone est donc reconnaissant de l'aide qu'il a déjà reçue de cette institution, qui constitue pour lui une marque d'encouragement, et il espère en recevoir davantage.

71. M. Cox pense que le rapport de la Banque et de l'AID aurait pu être plus explicite sur les possibilités réelles de la Banque. Il met à juste titre l'accent sur la nécessité du développement agricole dans les pays en voie de développement. Le secteur agricole est en effet un secteur fondamental de l'infrastructure économique de ces pays. Néanmoins, il est essentiel de l'associer au développement industriel. En effet, dans le contexte international actuel, tous les pays ont besoin d'industries. Les pays en voie de développement possèdent les conditions préalables nécessaires au développement de ce secteur, à savoir des ressources naturelles, et pour que l'assistance au développement soit vraiment efficace ces ressources devraient être pleinement mises en valeur, permettant ainsi l'amélioration du sort de la population de ces pays et de l'humanité tout entière. Dans ce domaine, les pays en voie de développement attendent toute l'assistance possible de la part des pays développés. La délégation du Sierra Leone se félicite de ce que le rapport de la Banque mette l'accent sur l'éducation, qui constitue en effet une nécessité dans le monde actuel. Toutefois, le développement des possibilités en matière d'éducation doit aller de pair avec un développement similaire des possibilités d'emploi correspondant aux qualifications acquises. A cet égard, l'éducation est étroitement liée à l'industrialisation. Aucun pays développé ne pourrait conserver sa main-d'œuvre s'il ne disposait pas d'industries. Il doit en être de même pour les pays en voie de développement, et les efforts déployés dans le domaine de l'éducation doivent aller de pair avec des efforts similaires dans le domaine de l'industrialisation. Sinon, c'est au chaos, et non pas au progrès économique, que seront voués les pays en voie de développement. La délégation du Sierra Leone se félicite donc de ce que la Banque entretienne des liens étroits avec le PNUD, les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies.

72. Enfin, M. Cox partage l'opinion du représentant du Royaume-Uni selon laquelle la présentation des rapports de la Banque et du Fonds monétaire fournit une excellente occasion, pour le Conseil économique et social, d'être tenu au courant des activités de ces deux institutions, et il souhaiterait qu'un contact plus étroit soit maintenu entre Washington et New York.

73. M. ASTROM (Suède) dit que sa délégation a été vivement impressionnée par le nouveau programme

de prêts de la Banque. Celle-ci a toujours abordé les problèmes du développement d'un point de vue pratique et constructif. Sa décision de doubler le montant des prêts qu'elle consentira, pendant la période de cinq ans à venir par rapport à la période de cinq ans précédente, est un autre signe des efforts qu'elle ne cesse de déployer en faveur du développement.

74. Le Président de la Banque s'est déclaré assuré de pouvoir mobiliser les fonds nécessaires pour ce programme. Il a laissé prévoir des changements importants dans la répartition des ressources tant du point de vue des régions que de celui des secteurs économiques. En ce qui concerne l'aspect sectoriel, la délégation suédoise se félicite de l'accent que le Président de la Banque se propose de mettre sur l'agriculture, l'industrie, l'éducation et le problème de la population. Le progrès dans ces domaines est d'une importance vitale.

75. L'éducation intéresse tous les autres aspects du développement. L'agriculture occupe les deux tiers de la population du monde en voie de développement sans produire assez pour la nourrir. Quant au problème démographique, il doit être placé au centre de la stratégie future du développement.

76. Le Président de la Banque a souligné que le nouveau programme n'entraînerait pas de modification des normes de saine gestion financière de la Banque. Mais dans son assistance, la Banque recherchera de plus en plus les projets les plus propres à contribuer au développement d'ensemble de l'économie nationale, afin d'abattre les obstacles qui entravent le développement. La délégation suédoise juge cette attitude très constructive. En ce qui concerne le nouveau programme de prêts de la Banque, M. Aström voudrait cependant demander au représentant du Président de la Banque des précisions sur deux points: premièrement, il semble que les prêts accrus dans les domaines de l'éducation et de l'agriculture seront principalement consentis par la Banque elle-même. Ils seront donc soumis aux conditions habituelles et notamment au taux d'intérêt de 6,5 p. 100. La délégation suédoise ne croit pas que les pays en voie de développement soient en mesure de payer cet intérêt pour les investissements dans l'agriculture. Elle pense que l'AID aurait été beaucoup mieux en mesure que la Banque d'offrir des moyens de financement, et c'est une des raisons pour lesquelles elle estime que la deuxième reconstitution des ressources de l'AID est une des questions les plus cruciales. Beaucoup de pays en voie de développement seront freinés dans leur croissance s'ils ne peuvent couvrir une plus grande part de leurs besoins à des conditions plus favorables que celles de la Banque.

77. Le deuxième point sur lequel la délégation suédoise aimerait des précisions est le suivant. M. Aström croit comprendre que le Groupe de la Banque est en mesure de prêter son assistance financière pour des projets d'infrastructure et des projets d'un type analogue, que le pays bénéficiaire

soit un pays à économie de marché ou un pays à économie planifiée. Dans sa déclaration, le Président de la Banque a fait valoir que la Banque et l'AID venaient de libéraliser leur politique en matière de développement industriel dans un domaine très important et qu'elles pourraient désormais financer des banques de développement d'Etat. Lorsqu'il s'agit d'investissements industriels directs, il semble toutefois que le Groupe ne puisse consentir de crédits que si les industries en question appartiennent pour 50 p. 100 au moins à des intérêts privés. Il semble y avoir là une lacune qu'il conviendrait de combler. La Société financière internationale sera probablement en mesure de doubler le montant de son financement pour l'industrie au cours des cinq années à venir. Elle devrait examiner la possibilité de libéraliser sa politique pour permettre aux industries d'Etat de demander des crédits.

78. Un autre problème fondamental est celui de la charge représentée par le service de la dette. La délégation suédoise estime que, pour être efficaces, les mesures pour alléger cette charge doivent résulter d'une action concertée dans laquelle la Banque a un rôle important à jouer en suggérant des solutions constructives. A la réunion annuelle du Groupe de la Banque, les pays nordiques ont suggéré que la Banque étudie systématiquement l'expérience des groupes de coordination de l'aide internationale — consortiums et groupes consultatifs — en vue de dégager des directives pour les politiques futures. Pour sa part, le Gouvernement suédois est prêt à doubler la période de grâce pour les crédits remboursables en moins de 25 ans en la portant à 10 ans. Ainsi, la période de remboursement de tous les crédits de développement consentis par la Suède sera de 25 ans. Il faut espérer que cette mesure fera partie d'une action générale pour une amélioration des conditions du crédit. Au fil des années, la Suède a instamment préconisé que l'on délie l'aide au développement. La tendance croissante à lier les prêts aux fins de développement à des achats suscite des inquiétudes. Les effets négatifs — tels que les coûts supplémentaires — de cette tendance sur la valeur de l'aide peuvent être compensés par un accroissement de la proportion de l'aide multilatérale dans l'aide totale au développement. Au préalable, il faut évidemment empêcher que la pratique de l'aide liée ne s'étende de l'aide bilatérale à l'assistance multilatérale.

79. Un autre aspect intéressant du discours du Président de la Banque est le caractère positif qu'il a reconnu à l'action des organismes des Nations Unies. Ces organismes, malgré leurs spécialités différentes, comprennent de plus en plus qu'ils traitent d'aspects différents de problèmes communs. Il a également souligné l'importance des préparatifs pour la deuxième Décennie du développement et indiqué que la Banque est heureuse d'apporter sa contribution à cette importante tâche. La délégation suédoise y voit un signe très encourageant.

La séance est levée à 18 h 50.